

Consultation dans le cadre du plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité



Aan **consult.2511**

Beantwoorden

Allen beantwoorden

Doorsturen



do 9/02/2023 23:34

Madame Joos, Monsieur Gerkens,

Suite à la lecture de votre document de consultation (2511) du 26 janvier 2023 sur le projet de décision sur le modèle de déclaration à introduire par les débiteurs du prélèvement instauré dans le cadre du plafond sur les recettes issues du marché des producteurs d'électricité, nous voudrions vous demander confirmation sur la validité de notre lecture pour les Coopératives citoyennes productrices membres de notre fédération (ci-après « REScoops »).

A la lecture du cadre légal relatif aux communautés d'énergie au sens fédéral, notamment l'article 2, 106° de la loi électricité, nous estimons que les REScoops répondent bien à la définition d'une « communauté énergétique citoyenne ». En effet, les REScoops et COCITER, coopérative de fourniture d'énergie citoyenne et renouvelable, mettent en place le circuit-court dans le secteur de l'énergie.

Les membres de nos coopératives de production énergétique renouvelable captent directement les marges liées aux prix élevés de l'énergie soit via leur coopérative de production d'énergie notamment par l'investissement de ces marges dans des dépenses nécessaires à la vie de la coopérative et par le versement de dividendes limités à hauteur de 6%, soit en devenant client COCITER et en bénéficiant d'une électricité à prix plafonnée dans la limite de la production des installations revendant leur énergie à COCITER. Cela répond donc bien à l'objectif du règlement européen du 6 octobre 2022.

Nous souhaiterions, par cette réponse à la consultation publique, nous assurer que les REScoops répondent bien à l'exonération abordée à l'article 22ter, §2 de la loi électricité.

De plus, il est demandé de fournir des documents « démontrant que l'installation fait partie d'une communauté énergétique citoyenne. Pourriez-vous nous préciser quels documents pourraient répondre à cette exigence ?

Les réponses à ces deux questions nous permettront d'accompagner au mieux les REScoops dans la complétion de la plateforme développée par la CREG.

Nous restons disponibles si vous aviez besoin d'éclaircissements concernant ces demandes.

Bien à vous,

--

REScoop
WALLONIE

www.rescoop-wallonie.be

RPM Namur N° TVA BE 0551.911.192
IBAN BE11 5230 8069 1648